

01 sep 2000 -17:00

Compte rendu de la réunion du Conseil des Ministres du 1er septembre 2000

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 1er septembre 2000, à partir de 10h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt. A l'issue du Conseil, le Premier Ministre a donné un aperçu des principales décisions. Vous trouverez, ci-après, le résumé de la conférence de presse et, en annexe, les communiqués de presse concernant ces décisions.

Compte rendu de la conférence de presse du Premier Ministre Guy Verhofstadt

Le Premier Ministre a tout d'abord confirmé que dès le mardi 5 septembre le comité ministériel restreint entame la préparation de la déclaration de politique fédérale, prévue pour le 17 octobre devant le Parlement. Le Conseil des Ministres a, par ailleurs, consacré une longue discussion à la politique des prix pétroliers sur la base des rapports qui lui ont été fournis, notamment par le Ministre de l'Economie et des Finances et par le Secrétaire d'Etat à l'Energie. Le Conseil a décidé de suivre une stratégie double. D'une part, il va suivre avec attention ce qui se passera le 10 septembre 2000, à la réunion de l'OPEP (Organisation mondiale des pays exportateurs de pétrole) "Selon le mécanisme convenu, à savoir que si les prix pétroliers dépassent un certain seuil il y a augmentation de la production, nous pensons et nous espérons que les prix pourront diminuer" a déclaré le Premier Ministre. D'autre part, pour les gens qui ne seront pas capables de payer la facture du mazout de chauffage, des mesures spécifiques - fiscales ou sociales - sont envisagées. En ce qui concerne l'"ordre du jour normal", le Conseil des Ministres a fait le point de l'état de la question sur la crise de la dioxine (communiqué 1 du 01/09/2000) Il a approuvé un projet d'arrêté royal qui permet à la Régie des Bâtiments de suivre les travaux de sécurisation urgents pour l'atomium. (communiqué 2 du 01/09/2000) Il a marqué son accord sur un projet de protocole résiliant le précédent protocole de 1992 concernant le démantèlement et la destruction des munitions chimiques stockées dans les installations des Forces armées à Poelkapelle. (communiqué 3 du 01/09/2000) Il a approuvé un projet d'arrêté royal portant nomination des membres du comité scientifique institué auprès de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA). (communiqué 4 du 01/09/2000) Il a approuvé un projet d'arrêté royal relatif à la nomination d'un représentant de l'autorité fédérale au Conseil d'administration de l'Office belge du Commerce extérieur (OBCE). (communiqué 5 du 01/09/2000) Il a approuvé - en deuxième lecture - un avant-projet de loi portant diverses dispositions en matière de fonction publique. Cet avant-projet a fait l'objet de négociations au sein du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux. (communiqué 6 du 01/09/2000) Il a approuvé - après avis du Conseil d'Etat - un projet d'arrêté royal organisant l'évaluation du personnel de l'Etat. (communiqué 7 du 01/09/2000) Il a marqué son accord pour invoquer l'urgence sur un projet d'arrêté royal fixant les droits individuels pécuniaires des personnes engagées par contrat de travail dans les ministères et pour le soumettre à la signature du Chef de l'Etat. Ce projet avait été approuvé en Conseil du 20 juillet 2000; aucune modification sur le fonds n'est intervenue. L'évocation de l'urgence se justifie du fait que les droits pécuniaires des membres du personnel contractuels concernés par l'augmentation intermédiaire devaient être fixés au 1er janvier 2000. (communiqué 8 du 01/09/2000). Le Conseil a également pris deux décisions concernant l'armée: Il a autorisé le Ministre de la Défense à passer le marché public relatif à l'entretien du système informatique ILIAS, suivant une procédure négociée sans publication avec la firme IBM. Cette dernière est le seul prestataire de services possible. (communiqué 9 du 01/09/2000) Il a approuvé un projet d'arrêté royal calculant et répartissant le crédit spécial pour l'année 2000 en faveur des communes sur le territoire desquelles se trouvent des propriétés immunisées du précompte immobilier. (communiqué 10 du 01/09/2000) Il a approuvé un projet d'arrêté royal calculant et répartissant le crédit spécial pour l'année 2000 en faveur des communes sur le territoire desquelles se trouvent des propriétés immunisées du précompte immobilier. (communiqué 11 du 01/09/2000) Il a approuvé un projet d'arrêté royal relatif à

l'octroi d'une allocation d'accompagnement aux jeunes qui suivent une formation préparatoire au contrat de premier emploi. Le «plan premier emploi» a déjà permis en 5 mois l'engagement de 21.000 jeunes dont plus de la moitié sont des jeunes peu qualifiés. D'autres décisions doivent encore être prises pour améliorer l'emploi et singulièrement l'emploi des jeunes. (communiqué 12 du 01/09/2000)Il a approuvé deux projets d'arrêtés royaux sur le contrôle des entreprises d'assurances.(communiqué 13 du 01/09/2000)Il a adopté un avant-projet de loi portant modification formelle en matière d'impôt sur les revenus des personnes morales. (communiqué 14 du 01/09/2000)Il a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment à une Convention entre la Communauté européenne et ses Etats membres et la Confédération suisse sur la libre circulation des personnes. (communiqué 15 du 01/09/2000)Le Conseil a marqué son accord sur la réadaptation du contrat de location du bâtiment situé au numéro 17 de la rue de la Senne à Bruxelles.(communiqué 16 du 01/09/2000)Enfin, le Conseil des Ministres a pris acte de la procédure établie dans le cadre de l'organisation de la campagne fédérale visant à promouvoir la candidature des femmes lors des élections du 8 octobre 2000. A l'issue des élections provinciales et communales de 1994, les femmes n'ont constitué que 21,5% conseillers provinciaux et 19% des conseillers communaux et on ne comptait que 5,1% de femmes bourgmestres et 15,1% de femmes dans les collèges des bourgmestres et échevins. C'est pourquoi il a été décidé de consacrer une campagne de soutien aux candidatures des femmes pour les élections du 8 octobre prochain. Cette campagne sera diffusée dans les salles de cinéma à partir du 6 septembre et durant tout le mois. La diffusion en télévision s'étalera du 18 septembre au 8 octobre.

SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale
Communication externe
Rue de la Loi 16
1000 Bruxelles
Belgique
+32 2 501 02 11
<https://chancellerie.belgium.be>

Christophe Springael
Service Rédaction (FR)
+32 2 287 41 92
+32 477 59 14 37
christophe.springael@premier.fed.be

Thomas Ferri
Service Rédaction (NL)
+32 2 287 41 42
+32 471 67 07 73
thomas.ferri@premier.fed.be